Sergent-chef Abdrahamane Keita : «Je suis victime de fausse accusation, Je n'ai ni braqué ni cambriolé»

MALI
493
L'information est l'oxygène des temps modernes
JEUDI 14 NOVEMBRE 2019
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Grand rassemblement de soutien aux FAMAs demain vendredi

L'ACI au bord de la liquidation : Un PDG au-dessus des lois, une entreprise en deçà d'attentes

Crise malienne : Qui pousse les "Lamhar" du Tilemsi vers le séparatisme ?

FOFY®
INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUVES
MALISADIO

Santé • Sécurité • Economie

Sommaire «

Une

Partis politiques, Syndicats, Associations : Grand rassemblement de soutien aux FAMAs demain vendredi **P.4**

Brèves

Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ) : L'APEJ abrite les travaux du comité Projet 2019 de son volet spécifique **P.9**
Honorez l'adversaire : Ne l'humiliez jamais **P.9**
Ministère de la sécurité : Vingt motards de la Police et deux de la Gendarmerie formée **P.10**
Réussite de la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Obligatoire(AMO) : Le DG de la CANAM, Mahamane Baby balise le terrain ! **P.10**
Insécurité à Bamako : Alerte attentat en face du domicile de directeur général de la SE **P.10**
Hombori : Les FAMa mettent la main sur un dépôt de carburant des terroristes **P.11**
Gouvernance au Mali : Un réaménagement ministériel annoncé pour fin novembre **P.11**
Commune V du District de Bamako : Cérémonie de remise de kits scolaires aux CAP de la Commune **P.11**

Actualité

Communique du conseil des ministres du mercredi, 13 novembre 2019 **P.13**
Mois de la solidarité et de la lutte contre exclusion : Qatar-Charity fait parler son cœur ! **P.14**
Journées Minières Et Pétrolières : Des résolutions pertinentes attendues **P.15**
L'ACI au bord de la liquidation : Un PDG au-dessus des lois, une entreprise en deçà d'attentes **P.16**
Sergent-chef Abdrahamane Keita : «Je suis victime de fausse accusation, Je n'ai ni braqué ni cambriolé» **P.17**

Politique

Le G5 Sahel : En attendant l'argent des autres... **P.18**
Conférence de soutien aux FAMa : « Il n'y a qu'un seul FSD » dixit le chef de file de l'opposition **P.20**
Cérémonie de signature au MAECI : Allocution de Monsieur Daisuke Kuroki, Ambassadeur du Japon au Mali **P.21**
Crise malienne : Qui pousse les « Lamhar » du Tilemsi vers le séparatisme ? **P.22**

Culture & société

Escroquerie en mariage à Kati- Malibougou 2 : Les raisons du refus de Oumou **P.25**

International

Sénégal : Hissène Habré poursuit en diffamation l'auteur d'un livre à son sujet **P.26**
Bolivie : Un coup d'état bien juteux? **P.27**

Sport

Basket féminin : La nouvelle génération de Maliennes veut imiter ses aînées **P.28**
CAN U23 : Le Mali tombe face au Cameroun pour sa deuxième sortie! **P.29**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

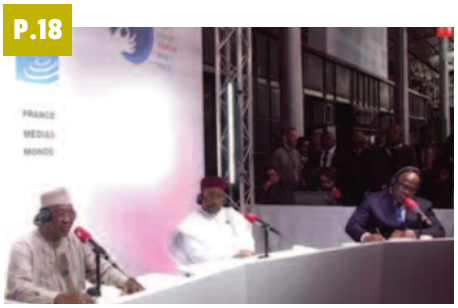
Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef :** Amadou TALL
- **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant :** Moctar Sow
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Rita Tessougué

P.11

P.14

P.18



Partis politiques, Syndicats, Associations : Grand rassemblement de soutien aux FAMAs demain vendredi

Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) du Mali en général, et les Forces Armées Maliennes (FAMAs) en particulier ont récemment été très fortement éprouvées par des centaines de morts et de blessés dans leur rang à Dioura, Mondoro, Boulkessi ou Indelimane pour ne citer que les cas les plus récents.
L'opinion publique nationale, très émue et indignée n'a cessé, depuis lors, de demander des comptes aux autorités politiques et militaires en charge de la défense nationale.
Accusées de laxisme, de détournements de sommes dédiées aux FDS, de mauvais choix stratégiques, ces autorités, pour réduire les pertes en vies humaines, ont décidé de procéder à des regroupements de camps militaires laissant du coup de vastes zones et de nombreuses populations sans protection.
Face à la situation sécuritaire qui se dégrade de jour, des forces politiques et sociales ont décidé d'apporter leur soutien aux soldats engagés pour la défense de la mère-patrie.
C'est ainsi que le Front pour la Sauvegarde de la démocratie (FSD avec l'URD de Soumaila Cissé, le CNID de Maître Mountaga TALL, le MPR de Choguel Maiga, le MODEC de Konimba Sidibé, Le FAD de Nouhoum Sarr, le FCD de Djibril

Tangara, le MSR de Aboubacar A. Touré ou le RAMA de Paul Ismael BORE) , Anw Ko Mali Dron (présidée par Madame Sy Kadiatou Sow avec la CNID-Association, l'ADEMA-Association, les FARE de Modibo Sidibé, Le Forum des Organisations de la Société civile présidée par Doumbia...), des centrales syndicales dont la CSTM (Hamadoun Amion Guindo) et la CDTM (Madame Sidibé Dédéou) ont lancé un appel commun à un grand rassemblement demain vendredi 15 novembre sur la place du monument de l'indépendance.

A ces organisations s'ajoutent un Collectif de commerçants détaillants ainsi que de nombreuses autres associations de diverses natures.

Un rassemblement monstre en perspective si l'on s'en tient à la représentativité des organisateurs et aux messages percutants qui circulent déjà sur les réseaux sociaux ou lus sur les radios et télévisions privées.

Selon des organisateurs le rassemblement n'est exclusivement ni politique, ni syndical, ni religieux, ni associatif. Il est patriotique, donc un peu de tout cela.

Peu importance le bord politique, la religion, le statut social, le métier exercé, le genre : tous les Maliens sont conviés pour soutenir leur armée.

Cette manifestation vient conforter Me Mountaga Tall qui, lors d'une interview qu'il a accordé à Malikilé, votre quotidien 100% numérique, a indiqué que les Forces Armées Maliennes (FAMAs) bénéficient du soutien total et sans condition du peuple malien. «...l'union sacrée autour de nos Forces Défense et de Sécurité. Cette union sacrée existe. Les maliens sont prêts à tous les sacrifices pour soutenir nos soldats.»

Vivement vendredi!

Moctar Sow

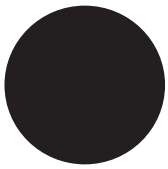
Mohamed Tembine

La Procureur de la Cour Penale Internationale Fatou Bensouda est attendue à Bamako aujourd'hui pour prendre part au premier congrès du Barreau Penal International qui se tient pour la première fois en Afrique en terre malienne.

Ousmane Waigalo

Maires en grève.
Cette stratégie de jouer à l'auto-victimisation ne vous déculpabilisera ni aujourd'hui, ni demain de la gestion exsangue des deniers publics.
WAIGALO...

Paul Diarra



Forum de Paris sur la Paix: Le Président IBK plaide pour l'opérationnalisation effective de la force conjointe dans ses composantes: sécurité et développement
La cérémonie d'ouverture de la deuxième édition du Forum de Paris sur la paix qui s'est tenue ce 12 novembre 2019 à Paris, a été marquée par la présence qualitative de chefs d'Etat et de gouvernement, à l'instar du Président de la République, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita.
A la faveur d'un panel sur la sécurité au Sahel, co-animé avec les Présidents du Niger et du Tchad, le Président IBK a rappelé le caractère asymétrique auquel sont confrontées les forces sur le terrain, malgré la mutualisation des efforts, et souhaité que la force du G5 Sahel soit opérationnelle de façon effective: "Cette lutte, nous nous sentons comme esseulés. Nous avons décidé de mutualiser nos efforts et on nous écoute avec politesse avec un petit sourire, mais à l'arrivée pas grand-chose... Alors qu'en face de nous, nous avons des gens très déterminés qui ont des ressources, la drogue. La drogue rapporte et elle rapporte énormément. Ce qui fait que ces gens-là que nous avons en face de nous aujourd'hui dans une guerre asymétrique à souhait à laquelle nos Forces ne sont pas préparées, cette guerre asymétrique est nourrie par des armes de dernière génération, qu'ils peuvent s'offrir allègrement par les ressources de la drogue tout cela est connu, tout cela est avéré, tout cela est établi....Mais encore une fois nous avons l'impression que l'on ne ressent pas le danger, qu'on ne comprend pas le danger, qui menace l'ensemble de notre Humanité" a t-il déclaré.
Confiant, le Président Ibrahim Boubacar Keita a réaffirmé sa détermination ainsi que celle de ses pairs à poursuivre la lutte contre le terrorisme.
Ce débat de haut niveau aura été une opportunité pour le Chef de l'Etat et ses pairs des pays membres du G5 Sahel de plaider pour une meilleure gouvernance politique mais aussi économique au niveau mondial.
Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence de la République

Paul Diarra est avec Méché Kouyaté.
À Paris, Déby, Issoufou et IBK s'agacent des « promesses » non tenues des Occidentaux
Idriss Déby Itno, Mahamadou Issoufou et Ibrahim Boubacar Keïta participaient, mardi 12 novembre, au Forum de Paris sur la paix. Les trois hommes sont passés à l'offensive, fustigeant le manque de solidarité de la communauté internationale.
Au premier étage du grand hall de la Villette, à deux pas d'une estrade sobrement intitulée « La Scène », Mahamadou Issoufou et Idriss Déby Itno finissent de grimper l'escalier, entourés de leurs escortes respectives. Le Nigérien et le Tchadien sont venus échanger lors d'un dialogue sur la « sécurité et le développement dans le Sahel ». Ils sont à l'heure, à la minute près. 11 heures tapantes.
Seulement, l'organisation du Forum de Paris sur la Paix, elle, l'est moins. Alors que Déby et Issoufou s'apprêtent à monter sur scène, peu d'Africains se sont installés dans le public, où l'on parle anglais et russe. Pire, une journaliste présente le thème de la conférence à laquelle elle croit devoir assister sur... « La Russie, partie prenante de gouvernance mondiale », en présence du ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.
Léger couac ? Effectivement, en lieu et place des Sahéliens, c'est Lavrov qui prend place face aux journalistes russophiles. Idriss Déby Itno et Mahamadou Issoufou s'inclinent : les deux Africains font demi-tour, direction l'espace réservé aux chefs d'État. Ils reviendront une quarantaine de minutes plus tard, cette fois accompagnés de leur homologue malien, Ibrahim Boubacar Keïta.
« Des bonnes intentions », mais après ?
Les trois hommes ont-ils eu le temps de se concerter, si tant est qu'ils en aient encore besoin ? Ils apparaissent en tout cas sur la même longueur d'ondes : l'insuffisance de l'aide internationale pour la sécurité au Sahel et pour les forces du G5 Sahel. « Nous avons créé le G5 Sahel, ce qui est une bonne chose. Mais aujourd'hui, il n'est pas du tout opérationnel », attaque Idriss Déby Itno.

RFI Afrique

L'armée malienne se retire de ses positions les plus avancées face aux groupes jihadistes, en conséquence des deux attaques qui ont coûté la vie à près de 100 soldats maliens, le 30 septembre et le 1er novembre. Repli tactique ou abandon de terrain ? Ibrahim Maïga est chercheur à l'Institut d'études de sécurité (ISS). #InvitéAfrique

« Les signaux sont au rouge » en Guinée selon Amnesty international qui publie ce mercredi 13 novembre un rapport détaillé sur la situation des droits de l'Homme. Le document arrive en pleine crise politique alors qu'une vingtaine de victimes est à déplorer selon l'opposition.

Ambassade des Etats-Unis au Mali

Power Africa et Africa50 ont signé un protocole d'accord pour un nouveau partenariat visant à attirer des financements destinés au secteur de l'électricité et à développer des modèles innovants de partenariat public-privé en Afrique subsaharienne. Africa50 sera le dix-neuvième partenaire de développement à rejoindre l'initiative Power Africa. Ce nouveau partenariat entre Power Africa et Africa50 jette les bases d'une collaboration dans le secteur de l'énergie aux niveaux national et régional dans toute l'Afrique subsaharienne.
Le protocole d'accord a été signé lors du Forum pour l'investissement en Afrique de cette année à Johannesburg. S'exprimant lors de la cérémonie de signature, Koffi Klousseh, directeur du développement des projets d'Africa50, a déclaré : « La production et le transport d'énergie sont parmi les besoins les plus urgents en matière d'infrastructures en Afrique, avec des effets multiplicateurs économiques importants. Pour développer avec succès des projets dans le secteur de l'énergie, il est nécessaire que toutes les parties prenantes collaborent entre elles. C'est pourquoi nous sommes heureux de nous associer à l'initiative Power Africa. Nous sommes impatients de travailler avec ses entreprises et organisations membres expérimentées, afin de mettre en œuvre des projets énergétiques sur le continent. »
Power Africa était représentée par Richard Nelson, le coordonnateur adjoint de Power Africa, qui a déclaré : « Ce nouveau partenariat souligne l'engagement de Power Africa à établir des partenariats avec les institutions africaines. Nous avons hâte d'approfondir notre collaboration avec Africa50 pour financer de nouveaux projets d'énergie et de transport d'électricité en Afrique subsaharienne. »
https://www.usaid.gov/powerafrica
L'objectif de Power Africa est d'ajouter plus de 30 000 mégawatts (MW) de capacité de production d'électricité plus propre et plus efficace et 60 millions de nouveaux raccordements de ménages et entreprises d'ici 2030. En juillet 2019, 56 des 124 projets clos financièrement de Power Africa produisaient 3 486 MW d'électricité nouvelle qui transforme les entreprises, les économies et les moyens de subsistance.
À propos d'Africa50 :
Africa50 est une plateforme d'investissement dans les infrastructures qui contribue à la croissance de l'Afrique en développant et en investissant dans des projets susceptibles de bénéficier d'un concours bancaire, en catalysant les capitaux du secteur public et en mobilisant les financements du secteur privé, avec des rendements et un impact financiers différenciés. La base d'investisseurs d'Africa50 est actuellement composée de 28 pays africains, de la Banque africaine de développement, de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de Bank Al-Maghrib, avec un capital engagé de plus de 876 millions de dollars. Pour de plus amples informations, veuillez visiter le site www.africa50.com. #MaliUSA USAID Mali

Aly Le Compétent

Ayons le courage de se dire un jour que c'est nous-même le problème!
Les tourments constituent le lot quotidien du Mali et des maliens. D'un côté des tourments à nous infligés par d'autres , mais de l'autre le plus gros-est ce qui est infligé par les dirigeants de ce pays .
Vies luxueuses pour nos dirigeants trop nombreux , corruption généralisée, douaniers rançonnant et rackettant à tour des bras et impunément sur les routes de notre propre pays des populations ayant déjà du mal à voyager.....Nous sommes colonisés sans le savoir par nos propres autorités politiques ! Ils se sont constitués en associations de malfaiteurs avec pour objectif de rendre la vie extrêmement difficile aux citoyens honnêtes et sérieux. Ils font leur l'actif de l'état sans vouloir prendre en compte son passif . Ils se donnent des airs de monarques sans monarchie. Ces politicards puisent allègrement et maintenant officiellement démocratie aidant, dans les caisses de l'État. D'une main de fer, la médiocratie règne, sévissant sur les pauvres populations , et emportant tout ce qui dénonce ou résiste à ses excès. Peuple malien peut enfin voir ses véritables ennemis en face : son propre gouvernement ! Ses propres autorités politiques ! Et je pense qu'il est temps pour nous de nous débarrasser définitivement des restes de la colonisation, de couper le cordon ombilical en renversant les derniers colonisateurs qui sont plus que des colonisateurs puisque étant les propres fils du Mali , ils sont en plus des traîtres.

Ammy Baba Cisse

Les magistrats réaffirment leur décision de boycott de la prochaine rentrée judiciaire tant que Nouhoum Tapily présiderait celle-ci

La majorité a manifesté en faveur de l'armée, des opposants comptent le faire vendredi et des religieux pour le dimanche. Est-ce vraiment pour le Mali? Chacun veut se remarquer.

« LU SUR LA TOILE »

Alpha Conde est médiateur dans un pays en crise alors qu'il est la cause d'une chez lui-même.

Ashley Leïla MAIGA

Le plaidoyer de #IBK pour le financement du #G5Sahel par les Occidentaux: « Dans cette lutte, nous nous sentons comme esseulés! Nous avons crié, nous avons beau crier, on nous écoute avec politesse, avec un petit sourire mais à l'arrivée, pas grand-chose »! #Mali

#IdrissDeby se demande si les Africains doivent rendre opérationnelle la force du #G5Sahel avec leurs moyens et affirme sans honte que les terroristes sont mieux armés et mieux équipés que les armées nationales
#Mali #Tchad #Niger #Burkina

Orange

Félicitations aux 3 #startup gagnantes du Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique et au Moyen-Orient qui en plus d'une aide financière, bénéficieront d'un accompagnement personnalisé dispensé par des professionnels. #OrangeStartup #POESAM2019 Cc @Bondinnov

Mamadou Ismaila KONATE

#Mali : Que valent un ministre, un député, un maire ou un PR, dans un contexte de défiance absolue de l'autorité dont le crédit reste entamé par la suspicion permanente dans la gestion et l'administration opaques des affaires publiques et le lien insignifiant avec le suffrage.

Yaya Sangare

''Kidal, c'est le Mali. Kidal, c'est l'Etat. Kidal, c'est le drapeau malien. Kidal, c'est l'administration malienne'' Emmanuel Macron, Président de la République française au 2ème Forum de Paris sur la Paix.

Jigi

Appuyés par l'Armée de l'air du #Mali les hommes de la 6ème Région militaire de Sévaré mènent la chasse contre les groupes armés terroristes dans le cercle de Douentza (région de Mopti dans le centre du pays) conformément au nouveau schéma opérationnel des Forces Armées Maliennes

Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ) : L'APEJ abrite les travaux du comité Projet 2019 de son volet spécifique

Le Directeur Général de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ), M. Yaya DAO a inauguré ce mercredi 13 novembre 2019 la réunion du comité projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes.

Prennent part à cette importante rencontre les départements techniques de l'APEJ notamment ceux chargés de l'entreprenariat et du financement ainsi que les partenaires de mise en œuvre du projet.

Cette réunion du Comité Projet du Volet entreprenariat des jeunes non diplômés ou faiblement scolarisés du Projet de Développement des Compétences et Emploi des Jeunes (PROCEJ) dont la mise en œuvre est confiée à l'APEJ a pour mandat de faire le point des réalisations de 2019 et planifier les activités 2020 qui donnent le ton des activités de la vague 4.

M. Dao a souligné à l'ouverture des travaux que notre pays a une population majoritairement jeune. Cette jeunesse est source d'espoir et de dynamisme nonobstant le problème du chômage qui est une préoccupation nationale. En décidant de dédier le mandant 2018-2023 à la jeunesse, à son employabilité et à son épanouissement, les plus hautes autorités convoquent l'Etat et ses partenaires à plus d'ambitions face aux défis du chômage et de la qualification des jeunes.

Selon le Directeur Général, dans le contexte actuel où l'APEJ doit diversifier ses sources de financement, il importe de saluer l'accompagnement du Gouvernement du Mali et de la Banque Mondiale à travers la mise à disposition de fonds complémentaires à la faveur de la restructuration du PROCEJ.

Dans le cadre de ce projet, l'APEJ a déjà formé 10 000 jeunes sur les concepts de base de l'entreprenariat niveau 1 parmi lesquels 6 000 jeunes ont reçu une formation approfondie en entreprenariat (niveau 2) et 3 615 jeunes ont bénéficié de kits / fonds de démarrage dont 1 865 femmes soit 52% (sur une prévision de 40%) contre 1 750 hommes.

Conformément aux secteurs prioritaires du PROCEJ, 77% des bénéficiaires évoluent dans le secteur de l'agroalimentaire suivi de l'artisanat qui occupe 15% des bénéficiaires contre 2% pour les BTP et 6% pour le Commerce. Malgré la situation sécuritaire, les bénéficiaires des Régions du Nord représentent 40% de l'effectif total.

Une enquête de suivi des bénéficiaires du volet APEJ réalisée en 2019 sur les deux (2) premières vagues fait ressortir que près de 85% des micros entreprises créées sont toujours en activité. M. DAO a remercié tous les partenaires de l'APEJ pour leur contribution dans l'atteinte des résultats obtenus.

CICOM APEJ 13 11 2019

Honorez l'adversaire : Ne l'humiliez jamais

Quand on a déjà vaincu un adversaire, il ne faut pas se mêler de l'humilier. Car un ennemi désespéré en vaut dix, tant le désespoir décuple les forces. Sun TZU enseignait de ne jamais barricader hermétiquement une ville assiégée mais de toujours laisser une échappatoire, pour ne pas avoir à combattre contre le désespoir. Cette leçon vaut en politique comme à la guerre.

Après avoir rétorqué glorieusement : "Que celui qui n'a jamais pêché lui jette la première pierre", le Nazaréen lui-même eut la grande sagesse de s'agenouiller, de baisser les yeux et de tourner le dos, en faisant semblant d'écrire au sol, pour ne pas croiser l'embarras des patriarches accusateurs. Ce jour-là, s'il avait osé l'affront du regard, il aurait été lapidé à la place de la femme adultère.

Il faut toujours avoir le triomphe modeste, de peur que l'adversaire n'empêche encore de brandir victorieusement le trophée.

Faute de savoir honorer l'adversaire, les leaders politiques africains se sont rendus prisonniers de la rétorsion permanente. Chacun croit devoir rabaisser l'autre pour exister. Comment sortir enfin de ce règne de l'Estoppel qui encage l'histoire et rend la politique si désespérante et meurtrière en Afrique ?

Contribution de Me Arnaud Ouédraogo

Ministère de la sécurité : Vingt motards de la Police et deux de la Gendarmerie formée

L'École nationale de Police (ENP) a abrité, courant le vendredi 8 de ce mois, la cérémonie de fin de formation de vingt motards de la Compagnie de la circulation routière (CCR) et de deux de la Gendarmerie nationale.

L'évènement se tenait sous la présidence du directeur général adjoint de la Police, le contrôleur général Moussa Boubacar Mariko, en présence du représentant de l'Ambassade de France, le commandant de Police Hervé Le Pennec, du directeur de formation, le contrôleur général Mamy Sylla...

Dans le cadre du renforcement de capacités opérationnelles des Forces de Sécurité et de Défense intérieures, cette formation a été organisée par l'Ambassade de France au Mali en partenariat avec la Direction de la Police nationale.

Durant deux semaines, les bénéficiaires ont eu droit à cette formation qui était axée sur les différents modules, notamment sur la manipulation de la moto, les techniques d'interpellation en patrouille, et les escortes.

Au nom des autres, le porte-parole des stagiaires, le sergent-chef Amadou Traoré, a remercié les initiateurs pour la formation de qualité et l'enseignement des bonnes méthodes de ce travail.

Insécurité à Bamako : Alerte attentat en face du domicile de directeur général de la SE

Toutes les brigades de Gendarmerie de Bamako et Kati sont mobilisées autour de l'auto-gare de SOGONINKO, plus précisément dans l'enceinte de la cour de la compagnie de transport Voyageurs "Nour". Sur la base d'informations généralement bien fondées, les pandores sont à la recherche de rebelles, djihadistes et terroristes ainsi que des armes de tous calibres.

La quasi-totalité des voies qui mènent à l'escale "Nour" sont bouclées. "Nour" est située en face du logement administratif du Directeur général de la Sécurité d'État, Gal. Moussa Diawara, du côté Est, côté auto-gare. On attend les résultats de la fouille!

Sékou Tamboura

Réussite de la mise en œuvre de l'Assurance Maladie Obligatoire (AMO) : Le DG de la CANAM, Mahamane Baby balise le terrain !

Le Directeur Général de la CANAM, M. Mahamane Baby, a présidé le jeudi 7 novembre, à la Maison des Aînés, l'ouverture des travaux de l'Atelier de validation de la Charte de bonnes pratiques, relative aux relations entre la CANAM et les Organismes Gestionnaires Délégués (INPS/CMSS), les Professionnels de Santé et les Assurés.

Dans son allocution, le DG Baby s'est réjoui de la tenue de cet atelier qui selon lui concrétise la volonté constante et l'engagement du Ministre de la Santé et des Affaires Sociales à travers la CANAM à être à l'écoute de tous les partenaires pour renforcer les acquis et garantir davantage la réussite de la mise en œuvre de l'AMO d'une part et d'autre part, l'Assurance Maladie Universelle (RAMU).

Le DG de la CANAM a relevé les problèmes de fraudes et d'abus de consommation qui minent les prestations de l'AMO.

Ce malheureux constat est fait par les médecins contrôleurs lors des missions de contrôle médical et d'appui, mais aussi lors de la liquidation des paiements des prestations par les Organismes Gestionnaires Délégués. L'atelier a permis aux participants de prendre en compte les observations formulées dans la finalisation du projet de charte, de procéder à la validation de la charte de bonnes pratiques et mettre en place la commission chargée de la mise en œuvre de la charte de bonne pratique.

En guise de conclusion, Mahamane Baby a remercié tous les participants pour leur disponibilité à soutenir et accompagner la CANAM dans la lutte contre la fraude.

Hombori : Les FAMa mettent la main sur un dépôt de carburant des terroristes

Dans la bonne dynamique. C'est la conclusion à laquelle parvient tout Malien qui se donne le temps d'observer ces derniers jours le comportement pour le moins honorable de nos Forces de défense et de sécurité. Comme la suite d'une série d'actes de bravoure et de fierté, lundi dernier, une patrouille du centre d'entraînement de Hombori, conduite par le lieutenant-colonel Attaher Maïga, a effectué une fouille dans la ville.

L'Armée annonce la nouvelle et ajoute que des informations précises ont permis de cibler des sources de ravitaillements logistiques des groupes armés terroristes.
Le bilan de cette opération fait état, détaille la même source, de l'interpellation d'un suspect, de la récupération de 40 barriques pleines de carburant, lesquelles ont été acheminées au camp militaire.

Massa SIDIBÉ

Gouvernance au Mali : Un réaménagement ministériel annoncé pour fin novembre

Le gouvernement Boubou Cissé n'aura peut-être résisté à une retouche que quelques mois. Il se mijote en effet un réaménagement qui pourrait intervenir à la fin de ce mois, selon nos sources.

Les mêmes confidences indiquent qu'il sera l'occasion d'un véritable coup de balai au profit de la représentativité politique. En clair, tous les ministres dépourvus de consistance politique réelle seront débarqués de l'équipe pour laisser la place à des hommes plus légitimes capables de donner du répondant politique à l'action gouvernementale. C'est pour les besoins de cette cause que le chef de l'Etat et son Premier ministre auraient choisi de ne pas attendre les conclusions du Dialogue politique pour éviter d'avoir les mains liées par ses conclusions.

Commune V du District de Bamako : Cérémonie de remise de kits scolaires aux CAP de la Commune

C'est une énième action de l'élu aux Centres d'Animations Pédagogiques (CAP) de sa commune. L'honorable Moussa Timbiné puisque c'est de lui qu'il s'agit, mesurant l'importance de l'éducation, a fait parler son cœur, à travers cette action.
En terrain connu, parce qu'ancien leader de l'Association des Elèves et Etudiants du Mali (AEEM), ancien conseiller à la mairie de la commune V et Secrétaire Général de la Section V du RPM et président d'honneur du Mouvement Jeunesse au Service du Mali (MJS-MALI), l'Honorable Moussa Timbiné est conscient de la nécessité de soutenir l'administration et les acteurs de l'éducation.
C'est pour cette raison qu'il fait don de mille (10.000 cahiers aux différents CAP de sa commune. Il s'agit des CAP de Torokorobougou, Baco Djicoroni, Kalaban Coura. Ces cahiers sont destinés aux élèves démunis.
La cérémonie présidée par le maire de la Commune V, qui a été honorée par la présence des autorités coutumières, religieuses et politiques, des chefs de quartier, des mouvements de femmes et de jeunes, dans la cour de la mairie de la Commune V au quartier Mali.
Les dites personnalités ont exprimé toutes leurs gratitudes à l'endroit

du généreux donateur qui n'est pas à sa première action. «Cet élu de la commune V du district de Bamako, a été et est toujours présents dans toutes les activités de la commune. Cette action ne nous a nullement surpris. Nous lui souhaitons un excellent succès dans ses missions d'état, pour le bonheur de notre commune de tous les maliens, parce qu'il fait honneur aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Maali.» Dixit le chef de quartier de Baco-Djicoroni.
A notre micro, l'honorable Timbiné a rappelé que c'est la troisième édition et qu'il promet de poursuivre cette action chaque et fera même plus.
Vivement la quatrième édition.

Moctar Sow

Malitel
Proche de vous

SPIRIT

Achetez une puce équipée de l'application Mon répertoire à 500 F CFA seulement et sauvegardez tous vos contacts en toute sécurité.

* La synchronisation manuelle coûte 100 F CFA, abonnement mensuelle à 300F CFA

service client : 6700
www.malitel.ml
www.facebook.com/malitel.officiel

Communique du conseil des ministres du mercredi, 13 novembre 2019

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 13 novembre 2019, dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba, sous la présidence de Docteur Boubou CISSE, Premier ministre, Chef du Gouvernement.

Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a adopté :
– des projets de texte ;
– et procédé à des nominations.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Sur le rapport du ministre de l'Economie et des Finances, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant approbation de l'Avenant n°2 au Marché n°0998/DGMP-DSP- 2016 relatif aux services de l'ingénieur conseil pour le Programme d'alimentation en eau potable et mesures d'assainissement dans les centres semi-urbains et ruraux.
L'avenant est conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et le Groupement ANTEA France / BREESS pour un montant de 358 millions 96 mille 769 francs CFA hors taxes et droits de douane et un délai d'exécution de 17 mois.
Il porte notamment sur la réalisation d'infrastructures d'adduction d'eau potable et d'assainissement supplémentaires dans 36 centres des régions de Kayes et de Koulikoro.
La réalisation de ces infrastructures contribuera à l'amélioration des conditions de vie des populations des zones bénéficiaires.

AU TITRE DU MINISTERE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITE URBAINE

Sur le rapport du ministre des Transports et de la Mobilité urbaine, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant modification du Décret n°2016-0701/P-RM du 13 septembre 2016 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de « Aéroports du Mali ».
« Aéroports du Mali » est un établissement public à caractère industriel et commercial, créé par la Loi n°2016-029 du 07 juillet 2016, pour assurer la gestion, l'exploitation et le développement des installations, des ouvrages et des services commerciaux des aéroports ouverts à la circulation aérienne publique.
Le projet de décret adopté réaménage l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'établissement pour lui permettre de faire face aux défis concurrentiels de l'environnement et d'assurer une meilleure prise en charge des besoins de ses usagers.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Sur le rapport du ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret portant approbation de la politique nationale de protection de l'environnement et son plan d'actions 2019-2023.
Le Conseil des Ministres, en sa session du 03 juillet 2019, a pris acte d'une communication écrite relative à la politique nationale de protection de l'environnement et son plan d'actions 2019-2023.Le projet de décret adopté consacre l'approbation formelle de ladite po-

litique et ouvre la voie à la mise en œuvre des actions préconisées.

AU CHAPITRE DES MESURES INDIVIDUELLES

Le Conseil des Ministres a procédé aux nominations suivantes :

AU TITRE DU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME

• Conseiller technique :
Monsieur Diakariaou DOUMBIA, Inspecteur des Services Pénitentiaires et de l'Education Surveillée.

• Inspecteur en Chef Adjoint à l'Inspection des Services judiciaires :
Monsieur Moussa Ali YATTARA, Magistrat.

• Inspecteurs à l'Inspection des Services judiciaires :
Monsieur Souleymane DOUMBIA, Inspecteur des Services Pénitentiaires et de l'Education Surveillée;
Monsieur Dramane SIDIBE, Inspecteur des Services Pénitentiaires et de l'Education Surveillée.

• Conseiller à la Section administrative de la Cour Suprême :
Monsieur Dian SIDIBE, Magistrat.

• Avocat Général au Parquet Général de la Cour Suprême:
Monsieur Abdoulaye Adama TRAORE, Magistrat.

AU TITRE DU MINISTERE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT

• Chargé de mission :
Monsieur Laye dit Junior DIAKITE, Journaliste-Réalisateur.

AU TITRE DU MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES

• Inspecteur à l'Inspection des Domaines et des Affaires Foncières :
Monsieur Mamadou dit Mama KONDO, Ingénieur des Constructions.

Bamako, le 13 novembre 2019

Pour le Secrétaire général du Gouvernement et par ordre,
Le Secrétaire général adjoint du Gouvernement, Mahamadou DAGNO
Chevalier de l'Ordre national

Mois de la solidarité et de la lutte contre exclusion : Qatar-Charity fait parler son cœur !

A l'occasion de 25ème édition du mois de la Solidarité et de la Lutte contre l'Exclusion, l'ONG Qatar-Charity a offert des motos tricycles, des kits scolaires, des moustiquaires et un tracteur aux personnes démunies d'un coût global de plus 1 milliards de FCFA.

En effet Qatar-Charity depuis plus d'une décennie, participe avec le concours du Gouvernement malien dans l'organisation du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion afin de contribuer à insuffler une dynamique à la solidarité et l'entre-aide.
Pour le DG du bureau Qatar-Charity, cette participation active de la société civile doit être encouragée et consolidée car la solidarité est une valeur multiséculaire de la société. « Notre fondation est présente cette année pour prouver sa solidarité avec le peuple malien. C'est pourquoi, nous avons donné la primauté aux actions de développement au lieu des donations », a expliqué Said Zoulgami.
Dans la même dynamique, il poursuivra que les projets concernent plusieurs domaines à savoir l'artisanat, le commerce, l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'éducation, la santé, l'hydraulique, la sécurité alimentaire, l'habitat et les secours d'urgence.
Au total, 95 projets générateurs de revenus seront offerts aux personnes démunies. En outre, il sera d'ailleurs organisé une consultation gratuite à l'endroit de 100 orphelins qui vont bénéficier de traitement antipaludéen et moustiquaires. 110 orphelins recevront des kits scolaires complets composés de tenue scolaire, de sacs, de cahiers, de livres entre autres. L'ensemble de ces projets et donations sont estimés à plus 400 millions de FCFA.
Aussi, 66 familles seront recasées dans des logements décents sur un site de 3 hectares et demi offert par la mairie. Sur ce site est prévu la construction d'un dispensaire, d'une adduction d'eau potable, une école et d'un espace culturel. Le coût total de la réalisation est estimé environ 700 millions de FCFA.
L'Ambassadeur du Qatar, Ahmed Abdourahaman Al-Seinadi a indiqué que son pays adopte une politique bien-définie, fondé sur les principes et les pactes internationaux par les Nations Unies et la ligue arabe, afin d'appuyer la sécurité et la stabilité des peuples, notamment le nôtre, la coopération et le règlement pacifique à travers le dialogue. Par ailleurs, le ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté, Hamadoun Konaté a félicité l'ONG Qatar-Charity pour son accompagnement aux côtés du Gouvernement du Mali dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et dans le cadre du renforcement de la résilience des populations les plus fragiles. Faut-il le rappeler que l'ONG Qatarie, à l'occasion de ce mois, a procédé la remise de moto tricycles pour une quinzaine de personnes handicapées. 6 000 personnes auront des allocations qui atteindront plus 400 millions de FCFA pour près de 1,7 milliards de FCFA par an.
Cette activité génératrice de revenu de Qatar Charity constitue une des réponses sûres contre la misère et le problème de chômage auxquels les plus démunis et les orphelins sont confrontés.

Ibrahim Sanogo

Journées Minières Et Pétrolières : Des résolutions pertinentes attendues

Dr Boubou Cissé a présidé, mardi 12 novembre 2019, la cérémonie d'ouverture de la 8ème édition des Journées Minières et Pétrolières (JMP), sous le thème : « Développer durablement les secteurs miniers et pétrolier au profit des générations futures ».

Cette rencontre sur le secteur minier et pétrolier s'étalera du 12 au 14 novembre 2019. Une activité qui s'inscrit dans le cadre de diversifier et d'intégrer la production minière à l'économie nationale comme facteur de développement durable.

A cet effet, elle a pour objectif d'informer les parties prenantes sur des reformes visant, entre autre, à faciliter les investissements dans le secteur miniers et pétroliers ; d'identifier des solutions de financement innovantes qui peuvent s'appliquer aux projets et aux secteurs miniers de grande et de petite envergure ; améliorer la qualité et l'accès aux données relatives à l'infrastructure géologique du Mali. En d'autres termes, il s'agit d'ajouter la valeur à la production du Mali en passant par la transformation locale, afin de protéger l'environnement social et naturel à travers le développement de contenus locaux.

Cette 8ème édition des Journées minières et pétrolières a regroupé plus de 400 délégués officiels soit 82 exposants venant d'une vingtaine de pays à travers le monde. A ce titre, le nouveau code minier va permettre de corriger certaines insuffisances constatées dans le code précédent et de rendre conforme notre législation minière aux dispositions pertinentes du Code minier communautaire qui vient d'être adopté par les pays membres de l'UEMOA.

Pour ce faire, le ministre des Mines et du Pétrole a assuré que le secteur minier veillera à la promotion d'une exploitation équitable et optimale des ressources minières en vue d'une large croissance durable et d'un développement socio-économique soutenu visant à améliorer le bien-être des Maliens en général et des populations des communautés et régions abritant des sites d'exploitation en particulier. Le secteur minier Malien connaît depuis une décennie l'accroissement substantiel de la population et des retombées économiques, sociales et financiers pour le développement du pays.

Elle annoncera que « la découverte d'un important gisement de lithium par la Société Timbuktu Ressources SARL dont les réserves ont été évaluée à 31 200 000 tonnes à 1,56 de Li20, situé à Torakoro dans le cercle de Bougouni. La durée de vie de la future mine de lithium est à 16 ans et elle créera près de 300 emplois permanents. L'école Africaine des Mines du Mali dont la pose de la première a eu lieu en juin dernier renforcera davantage les capacités humaines du secteur minier », a-t-elle rappelé.

En ce qui concerne la délimitation des couloirs d'orpaillage, selon Mme Lelenta Hawa Baba Bah, son Département a pris certaines mesures pour améliorer le cadre de la pratique de l'exploitation artisanale.

Au cours de son intervention, le Premier ministre, Dr Boubou Cissé a précisé que son Gouvernement s'engage à verser 5 milliards de FCFA pour contribuer au projet de création d'une école des mines au Mali.

Les Journées Minières Pétrolières 2019 est un événement minier complet comprenant entre autres, une conférence de trois jours sur le secteur minier et pétrolier, une exposition commerciale, une salle dédiée à la promotion de licences, une visite de sites miniers et un agenda rempli de moments dédiés au réseautage.

La cérémonie a enregistré la remise officielle du don d'une somme de 655 millions de FCFA, pour la construction de l'école des Mines du Mali, par le PDG Enrroxs Energy & Mining Group, Reza Pacha.

C'était en présence du ministre des Mines et du Pétrole, Lelenta Hawa Baba Bah, les membres du Gouvernement, les représentants des Corps Diplomatiques et Consulaires, du Gouverneur du District de Bamako, la directrice Pays, Zone Afrique de la Banque mondiale, Soukeyna Kane, le représentant du Commissaire de la CEDEAO, chargé de l'Energie et des Mines ainsi que des Partenaires Techniques et Financiers. Une visite des sites d'exposition a mis fin à la cérémonie.

Ibrahim Sanogo

L'ACI au bord de la liquidation : Un PDG au-dessus des lois, une entreprise en deçà d'attentes

Qui a intérêt à tuer l'ACI ? La question est d'autant plus pertinente que les signaux de la décrépitude s'amoncellent et crèvent le plafond : déficit chronique quasi irréversible en moins de deux ans, campagne commerciale en hibernation depuis autant d'années malgré la disponibilité de parcelles, stagnation des titres en cours de traitement, sans compter le poids de plus en plus pénible des contentieux sur fond d'astreintes insupportables, etc. Ce tableau n'est point exhaustif de la descente aux enfers de l'Agence de Cessions Immobiliers, qui affiche par ailleurs des indicateurs si alarmants que nombre d'observateurs s'interrogent logiquement sur le maintien de son President-Directeur Général. Et pour cause, beaucoup plus prompt à dissimuler ses turpitudes derrière la gestion de ses prédécesseurs qu'à enclencher les mesures de redressement promises en grande pompe, Mamadou Tiéni Konaté étonne aussi par des pratiques qui s'apparentent à un pied-de-nez à tous ceux-là qui sont soucieux du devenir de l'ACI. Exemples parmi tant d'autres : il se susurre avec beaucoup de persistance l'achat d'un patrimoine immobilier à hauteur de 900 millions de nos francs à FAYA Immobiliers ou encore l'acquisition d'un domaine public non cessible vendu par un heureux particulier. Il s'agit notamment de la société SIFMA qui, sous prétexte de l'aménagement à ses frais d'une voie d'accès à ACI Samakébougou via son chantier des Logements Sociaux, a réclamé et obtenu le paiement d'une manne très faramineuse aux dépens de l'Agence de Cessions Immobilières. Ce n'est pas tout. On évoque de plus en plus souvent également près de deux centaines de millions payés à un client de l'Agence que la justice en dernière instance avait pourtant débouté de ses prétentions pécuniaires – mais qui a réussi comme par envoûtement à s'en sortir par une transaction très douteuse que les avocats de l'ACI ont dénoncée pour n'y avoir pas été associés.

Avec une prodigalité aussi intrigante, il est loisible d'imaginer comment en moins de deux ans la récession a pu atteindre les proportions de déficit (3 milliards F CFA) qui incitent les hautes autorités à demander des comptes au directoire de l'ACI, en envisagent notamment sa liquidation. Il nous revient de bonne source, en effet, que lesdites autorités, se fondant sur les conclusions de commissaires aux comptes sur les deux précédents exercices, ont fortement insisté sur la nécessité de faire examiner la dissolution de la société par une instance décisionnelle appropriée. En vertu notamment des prescriptions de l'Acte Uniforme de l'OHADA ainsi libellé : « Si du fait de pertes constatées dans les états financiers de synthèse les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration ou l'administration générale, selon les cas, est tenu dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider si la dissolution anticipée de la société a lieu». Or les déficit d'année en année ont bel et bien franchi les profondeurs abyssales, à en juger par ses résultats négatifs de moins de 2,093 milliards F CFA pour le seul exercice 2018. Nonobstant, le PDG Mamadou Tiéni Konaté rechigne à courber l'échine devant l'évidence et continue de résister impunément aux directives des plus hautes autorités. Ce faisant, son opiniâtreté ne pourra que précipiter davantage la chute brutale qui guette l'ACI. Surtout que l'entêtement du directoire se manifeste en sus par un coûteux refus d'appliquer les nombreuses décisions de justice prononcées en sa défaveur avec astreintes à l'appui. La dernière en date a trait notamment au litige autour du reliquat de l'espace de Sabalibougou communément appelé «Bande des 140 mètres». Contestant la liste des bénéficiaires des purges dûment établie par les autorités du District, le puissant PDG de plein pouvoir a cru bon de saisir la justice aux fins d'en délester les acquéreurs et au motif d'une moralité douteuse desdites attributions. Il obtiendra partiellement gain de cause par un référé suspensif de la décision administrative, mais les attributions du District sont aussitôt réhabilitées par le Tribunal Administratif, au profit du camp adverse par ailleurs conforté par une décision de la tutelle de suspendre toutes les opérations de vente sur la «Bande des 140 mètres». Une mesure visiblement sous-tendue par la multiplication des condamnations judiciaires avec astreintes journalières et qui risquent de plomber davantage l'Agence à cause de la propension de son PDG à défier les lois et la hiérarchie.

Dossier à suivre

A KEÏTA

Sergent-chef Abdrahamane Keita : «Je suis victime de fausse accusation, Je n'ai ni braqué ni cambriolé»

Alors qu'ils digéraient à peine l'assassinat de leur frère d'armes à Niono, les policiers ont appris sur les réseaux qu'un des leurs a braqué et cambriolé une station d'essence et des boutiques dans la même ville. Il s'agit du sergent-chef Abdrahamane Keita, précédemment en service dans ladite localité. En effet, selon l'information largement partagée sur Facebook, le sergent-chef, pistolet-mitrailleur en main, se serait attaqué à des boutiques et une station d'essence. Après son pillage, il se serait dirigé vers la station pour faire gratuitement le plein de son véhicule.

Joint par nos soins, le Sergent-chef Keita, après avoir rappelé son serment «protéger les citoyens, mettre les malfrats hors d'état de nuire» a affirmé n'avoir ni braqué ni cambriolé. Et d'ajouter qu'il a été victime de fausses accusations à défaut d'une mauvaise interprétation. Nous avons également approché des éléments de la promotion 2006, dont il est issu. A l'unanimité tous parlent de son exemplarité et se disent étonnés d'apprendre de telles accusations à son encontre.

Que s'est-il passé en définitive ?

L'accusé s'explique : «Après l'attaque de notre commissariat, nous avons, moi et d'autres collègues, été l'objet de sanctions. En effet, nous avons écopé d'une mise-à-pied par notre hiérarchie. Blessé par balle, je suis en convalescence et depuis je vis à Bamako. En effet, la balle a tué mon chef à travers mon bras et il a succombé dans mes bras. Et depuis je suis avec d'autres collègues mis à pied par note hiérarchie. C'est ainsi que j'ai reçu l'appel du tribunal de Ségou afin d'être auditionné sur les évènements douloureux ayant occasionné la mort de notre commissaire. Avec mes trois collègues, nous nous sommes donc rendus à Ségou, à bord de mon véhicule personnel. Après l'audition, on a décidé d'aller récupérer le restant de nos affaires à Niono. Arrivé nuitamment, nous avons préféré y passer la nuit. C'est le lendemain quand j'ai voulu donner un bonjour à des frères d'armes qui maintenaient la garde à la porte de l'institution microfinance CAECE Jigiseme que j'ai constaté que les boutiques des présumés accusés dans l'assassinat du commissaire sont ouvertes. J'ai aussitôt demandé la fermeture immédiate des boutiquiers et de la station. Je n'étais pas armé parce que je n'ai plus d'arme en ma possession. Cependant, les six boutiquiers coopèrent, car je les avais menacés de partir avec la certitude de revenir. Je suis également parti à la station pour demander la fermeture. À mon retour au siège de la police vers 11h, le capitaine sur place m'a ordonné de retourner à Bamako. Ces personnes qui m'accusent de vol sont celles-là mêmes qui ont organisé l'assassinat du commissaire Tounkara ».

Il revient à la hiérarchie policière de mener des investigations afin de tirer au clair les allégations portées contre le sergent-chef Abdrahamane Keita.

Amidou Keita

Le G5 Sahel : En attendant l'argent des autres...

Depuis sa création lors du Sommet des Chefs d'État du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad, tenu du 15 au 17 février à Nouakchott, le G5 Sahel fort de 5000 hommes n'est toujours pas pleinement opérationnel. La force conjointe sahélienne se contente pour l'instant d'opérations ponctuelles qui sont loin de répondre efficacement aux assauts répétés de plus en plus meurtriers des terroristes au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Cette situation est largement due au manque de ressources financières et de moyens matériels. Cités parmi les pays les plus pauvres de la planète, les pays du G5 Sahel en sont réduits à attendre l'argent des autres, particulièrement de l'Union Européenne et dans une certaine mesure des Nations Unies. L'argent promis par les partenaires européens tardant à venir, les Chefs d'État du G5 Sahel ne manquent aucune occasion pour appeler à l'aide. C'est encore le cas lors du deuxième Forum sur la Paix qui se tient actuellement à Paris. Rien n'indique cependant que les nombreux appels des Chefs d'État du G5 Sahel à la solidarité internationale seront entendus.

Le terrorisme international malmené en Irak et en Syrie, s'est installé, à la faveur du chaos libyen, dans les zones désertiques du Sahel, dans des pays parmi les plus pauvres du monde et dont la résilience est plus que faible. À partir du Mali, considéré comme le maillon faible du Sahel, les terroristes ont étendu leur maillage sur tout le Sahel, particulièrement le Burkina Faso, le Mali et le Niger, où ils ne sont pas loin de déstabiliser totalement la zone. En effet, opérant par des attaques surprises avec de gros moyens militaires, les terroristes infligent des pertes de plus en importantes aux forces armées nationales des pays concernés. Ces attaques qui sont parfois menées contre les populations civiles, provoquent des déplacements massifs qui mettent en danger le tissu socio-économique du Sahel déjà fragilisé par les effets désastreux du dérèglement climatique.

Pendant longtemps, le Mali avait été le seul pays à subir les affres du terrorisme jusqu'à ce que le Burkina Faso soit, à son tour, attaqué par les forces du mal. Ce qui a manqué à la lutte contre le terrorisme, c'est la solidarité sous régionale qui n'a commencé à prendre corps que lorsqu'on a réalisé que le terrorisme vise la déstabilisation de toute la sous-région ouest africaine. Au sein même du G5 Sahel, la Mauritanie ne semble pas jouer franc jeu du fait d'un pacte de non-agression tacite qu'elle aurait avec les terroristes, pacte qui jusque-là lui a évité des attaques sur son territoire. Ce n'est que récemment que les pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et ceux de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont engagés à s'impliquer dans la lutte contre le terrorisme au Sahel en fournissant bientôt et les hommes et le matériel militaire.

En attendant que les fonds promis par des deux organisations soient mobilisés, les Chefs d'État du G5 Sahel tentent tant bien que mal de convaincre leurs partenaires de l'Union Européenne de décaisser l'argent promis. Dans une déclaration en date du 21 juillet 2019, l'ancien Président de Mauritanie, Mohamed Ould Abdelaziz, avait exprimé son indignation et sa colère face à ce qu'il nomma comme « un mur d'incompréhension ». À cette occasion, l'ancien Président mauritanien s'était ainsi exprimé : «Nous avons demandé 560 millions d'euros pour démarrer et 130 millions par an pour

fonctionner, mais on n'a rien reçu jusqu'à présent ». La décision d'écourter la mission du patron mauritanien du G5 Sahel, le général Hanena Ould Sidi, en juillet 2019, procède du retard pris dans l'exécution des promesses de l'UE et des réticences des Nations Unies à financer le G5 Sahel malgré l'insistance de la France et du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres. Les États-Unis de Donald Trump qui n'ont aucun intérêt immédiat dans le Sahel s'oppose au financement du G5 Sahel par les NU.

C'est donc vers la France et l'Union Européenne que les Chefs d'État du G5 Sahel se tournent pour exprimer leurs doléances. À écouter les Présidents des pays du G5 Sahel, on note leur impuissance. « On entend souvent les critiques dire : "Le G5 Sahel n'a pas de stratégie, les chefs d'États du G5 Sahel n'ont pas de stratégie". Nous avons une stratégie mais nous manquons de moyens pour la mettre en œuvre », affirme le président du Niger. Et Ibrahim Boubacar Kéita du Mali de poursuive ainsi : «Nous nous sentons comme esseulés. On nous écoute avec politesse, avec un petit sourire entendu, mais à l'arrivée il n'y a pas grand-chose. Alors qu'en face de nous, nous avons des gens déterminés qui ont des ressources dans une guerre asymétrique à laquelle nos forces ne sont pas préparées ».

En fait la promesse faite en février 2018 par une vingtaine de pays de l'UE de verser 413 millions d'euros aux pays du G5 Sahel tarde à venir car les potentiels donateurs ne se sentent pas vraiment concernés par un conflit qui est situé à des milliers de kilomètres de leurs frontières. La France, qui est seule à y avoir des intérêts, n'arrive pas à convaincre de la nécessité d'aider les Sahéliens d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'une aide ponctuelle car il faut en plus payer pour assurer le fonctionnement du G5 Sahel. La pauvreté des pays du G5 Sahel est un fardeau bien trop lourd à supporter dans un monde où les pays sont mus plus par des intérêts que par des sentiments de solidarité.

La Mission du G5 Sahel qui est de lutter contre le terrorisme et le crime organisé dans les cinq pays concernés sera mieux portée si les Africains s'engageaient prioritairement aux côtés de leurs frères du Sahel. L'argument fort semble être entendu qui stipule que si les pays du Sahel échouent dans la lutte contre le terrorisme, ce seront bientôt les pays subsahariens

qui seront les prochaines cibles. Il faut avoir le courage de le dire : le monde est fatigué de soutenir l'Afrique pour toutes choses. Le contient possède quelques-unes des ressources les plus stratégiques du monde dont les occidentaux ont fort besoin. Les Africains seraient fort inspirés de profiter desdites ressources pour se construire un avenir. Certes le juste prix n'est pas toujours payé mais la Côte d'Ivoire et le Ghana viennent, à propos du prix du cacao, de faire la preuve que les Africains peuvent se faire entendre s'ils en ont la volonté.

Le G5 Sahel est en guerre contre des forces destructrices. L'effort de guerre doit être soutenu en premier lieu par les populations de ces pays au prorata de chacun. C'est seulement après que la solidarité internationale pourrait être sollicitée. Pour cela nos dirigeants doivent assainir leurs comptes publics en luttant contre la corruption et autres délits financiers. Les occidentaux ne sont pas nos parents. Quand bien même ils l'auraient été qu'ils se seraient fatigués de nos sollicitations interminables. Certes la guerre est très lourde à supporter mais elle le serait moins si nous faisions appel à la solidarité africaine. Si chaque État africain apportait qui un AK44, qui un hélico, qui un obus, qui un avion de chasse qui une troupe, la communauté internationale serait plus prompte à y mettre du sien. Car le monde appartient à ceux qui luttent...

Diala Konaté

Conférence de soutien aux FAMa : "Il n'y a qu'un seul FSD" dixit le chef de file de l'opposition

À la faveur d'une conférence de presse, le 7 novembre 2019, à la Maison de la presse de Bamako, le Front pour la sauvegarde de la démocratie a exprimé son soutien aux FAMa après les attaques de Boulkessi, Mondoro et Indelimane. L'opposition en a profité pour "massacrer" le régime en place, allant jusqu'à réclamer la démission du président IBK.

Désormais dans les bonnes grâces du pouvoir, l'ex-directeur de campagne du chef de file de l'opposition, Tiébilé Dramé, pour motiver son entrée dans le gouvernement, s'est appelé FSD-SAP (Front de sauvegarde de la démocratie signataire de l'accord politique. Soumaïla Cissé, étonné d'apprendre cela, a déclaré qu'il n'y a qu'un seul FSD, créé sur la base des contestations de la présidentielle de 2018. Celui qu'incarne son ex-compagnon de circonstance n'en est pas un.

Parlant de ses rencontres avec IBK, le chef de file de l'opposition dit être fatigué. Et pour cause, de février 2019 à nos jours, les deux hommes se sont entretenus sans jamais pouvoir faire de propositions concrètes pour faire avancer les choses, selon M. Cissé.

Pour ce qui concerne la participation du FSD au Dialogue national Inclusif, Soumaïla Cissé a écarté les équivoques, annonçant qu'ils ont tourné cette page. « Nous avons décidé avec nos bases respectives de ne pas aller au DNI. Demain, on ne viendra pas dire que nous sommes partis prendre de l'argent ou des postes », a-t-il précisé. Parlant des militaires tombés sur le champ de bataille, le chef de file de l'opposition dira que la nation doit être reconnaissante en n'enterrant pas ses morts dans des fosses communes.

Parlant de sa requête introduite à l'Assemblée nationale pour situer les responsabilités quant à l'affaire dite des avions cloués au sol, il s'est réjoui du vote à l'unanimité des députés et la mise en place d'une Commission d'enquête.

Revenant à la déclaration du président sur les avions, Soumaïla Cissé a qualifié celle-ci de lanceuse d'alerte aux djihadistes.

Et Moussa Sinko Coulibaly de réclamer la démission d'IBK pour permettre, dit-il, de donner une nouvelle dimension au pays. La situation, selon lui, a dépassé tous les niveaux de dégradation possible. « On est dans le chaos et à la limite d'une guerre civile », a-t-il martelé. Les choses doivent changer, selon Konimba Sidibé. Pour cela, il demande de transformer la colère du peuple en changement. Et d'expliquer les défaites successives des FAMas par les choix d'IBK. En effet, selon lui, son ex-employeur a opté pour le cantonnement de ses troupes, laissant la liberté aux terroristes, aux indépendantistes et aux bandits armés. Pire, Konimba Sidibé accuse son ex-patron d'avoir sous-traité la sécurité de son pays à des milices et à la communauté internationale. Enfin, il a invité le peuple à tirer la conclusion de ce qu'il fait. « Cinq ministres de la Défense et cinq chefs d'état-major en cinq ans, dans un pays en guerre. IBK est comptable de la situation actuelle de l'armée».

Choguel Kokalla Maïga, pour sa part, s'est focalisé sur l'adresse du président au peuple après l'attaque du camp d'Indelimane. En guise de réponse à IBK, qui a appelé à l'union sacrée autour l'armée, le président du MPR affirme que celle-ci n'a jamais fait défaut pour ce qui concerne la population. «Je ne connais pas une classe de la société civile ou politique qui n'ait pas apporté son soutien aux FAMas », a-t-il rappelé, dénonçant au passage la volonté présidentielle de vouloir modifier la Constitution. Et au même moment, le financement destiné aux FAMa est détourné.

Selon Me Mountaga Tall, après savoir servi un Etat à un plus haut niveau, on peut avoir la prétention de connaître son fonctionnement et fournir des pistes de solution. Et comme solution, il propose de tirer les conclusions des précédentes attaques contre l'armée. « Nous demandons l'arrêt immédiat des attaques terroristes ; il y en a au Niger et au Burkina Faso et un peu partout», a-t-il ajouté. L'ex-ministre de la Communication propose également plus de sérieux dans le choix des hommes. En effet, selon lui, le ministre de la Défense et le chef d'état-major sont choisis sur des intérêts mercantiles. Pour ce qui concerne le mode de recrutement des FAMas, il propose de mettre l'accent sur la volonté, la morale et la capacité physique. Il a par ailleurs dénoncé le fait que des écoles soient transformées en camp militaire sans défense, sans eau ni électricité ainsi que la tenue d'un conseil supérieur de la défense nationale une semaine après l'attaque de Indelimane.

Amidou Keita

Cérémonie de signature au MAECI : Allocution de Monsieur Daisuke Kuroki, Ambassadeur du Japon au Mali

Bamako, le 12 novembre 2019

Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale,
Excellence Monsieur le Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux,
Excellence Monsieur le Ministre-Commissaire à la Sécurité Alimentaire,
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs.

C'est un grand honneur pour moi de procéder, au nom du gouvernement et du peuple japonais, avec S.E.M. Tiébilé DRAME, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, et en présence de Leurs Excellences Messieurs Malick COULIBALY, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, et Kassoum DENON, Ministre-Commissaire à la Sécurité Alimentaire, à la signature des Echanges de Notes relatifs à deux programmes de la coopération du Japon, d'un montant global de plus de 3 milliards de Francs CFA.
L'un est le programme « Développement Economique et Social » dont le montant s'élève à 300 millions de yens japonais, soit environ 1,5 milliard de Francs CFA et l'autre est le programme «Assistance alimentaire» qui est aussi d'un coût de 300 millions de yens japonais, soit environ 1,5 milliard de Francs CFA. Tous ces programmes s'effectuent dans le cadre de la coopération financière non-remboursable du Japon.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, le Mali affronte des crises sécuritaire et alimentaire. Quant au programme de « Développement économique et social », il est prévu que le présent financement soit utilisé pour l'acquisition des équipements du Ministère de la Justice, tels que des véhicules Land Cruiser V8, Prado et Pick-up Double Cabine, des bus, des motos, des ambulances médicalisées, ainsi que des radios VHF, des matériels médicaux, des instruments de sécurisation, et des systèmes caméra-surveillance.
Les bénéficiaires de ce projet seront : la Direction Nationale de l'Administration Pénitentiaire et de l'Education Surveillée, certaines Directions régionales de l'Administration Pénitentiaire, les Centres de détention de Bollé et les Maisons d'arrêt de Bamako, Bougouni, Dioïla, Koutiala, Nioro du Sahel, Mopti, et Kayes.
Cet appui en équipements leur permettra d'assurer le bon fonctionnement institutionnel et apportera la bonne gouvernance à travers l'humanisation des conditions de détention et la formation professionnelle des personnes incarcérées. Et il permettra également de renforcer les capacités opérationnelles du personnel en augmentant la sécurité et la sureté des établissements.
Ce programme contribuera, de manière globale mais sans faute, au renforcement de l'état de droit, condition sine qua non pour le bonheur du peuple dans la vie quotidienne et pour le développement accompagné de coopérations internationales et d'investissements directs étrangers, et enfin à la restauration de la paix et de la stabilité vers un grand essor du Mali dont jouiront tous les Maliens et toute les Maliennes.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Dans les régions du Nord et du Centre du pays,

les populations sont de plus en plus exposées aux aléas du changement climatique et de l'extrémisme violent. Ces conflits et le changement climatique entravent les activités agricoles, ce qui présage une issue incertaine pour la campagne agricole 2019-2020, qui a démarré en retard par endroit. Aussi, cette année il y avait des dégâts causés par les inondations dans le pays, surtout dans les régions du centre.

L'assistance alimentaire du Japon permet de fournir du riz au Mali, et puis le gouvernement malien le vend sur le marché local à un prix accessible pour la population qui souffre de l'instabilité et de la hausse des prix des denrées alimentaires.

Le fonds issu de cette vente, appelé « fonds de contrepartie », est destiné à financer divers projets de développement socio-économique planifiés par plusieurs autorités du Mali. Donc, à travers ce système, l'assistance du Japon contribue deux fois. A titre de rappel, le Japon a offert, en août dernier, 6,428 tonnes de riz au Mali dans le cadre de l'assistance alimentaire de l'année 2017.

En répondant à la demande du Gouvernement du Mali et en considérant la gravité de la situation, le Japon a accepté, tout récemment le 9 octobre 2019, la distribution exceptionnellement gratuite d'un cinquième de quantité totale de ce riz de 6,428 tonnes, soit 40 mille sacs de 30 kg, afin d'alléger la souffrance des populations.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer que le Japon reconnaît l'importance particulière que revêt le Mali pour la stabilité dans la région sahélienne et souhaite que le Grand Mali surmonte des rudes épreuves qu'il passe comme la lutte contre le terrorisme notamment et promeuve la paix et la stabilité dans le pays.

Et je voudrais réitérer ici, au nom du peuple et du gouvernement japonais, notre ferme détermination à accompagner les efforts du Mali en vue d'assurer un avenir radieux au peuple malien. Vive la coopération Mali – Japon.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Crise malienne : Qui pousse les "Lamhar" du Tilemsi vers le séparatisme ?

Naguère opposés comme chiens et chats, Lamhar du Tilemsi et Touaregs de la CMA sont bien partis pour cheminer désormais comme larrons en foire, probablement aux dépens de l'unité nationale. Faute de dividendes à leur loyauté au pouvoir central, les uns sentent en tout cas comme une nécessite de faire allégeance aux autres en vue, dit-on, de préserver une existence précarisée par les harcèlements et persécutions des tuteurs extérieurs de l'Etat.

Les mauvaises approches ou agendas inavouables de la communauté internationale sont visiblement passés par là. Attendues sur le front du redressement d'un pays engouffré dans la crise, les forces étrangères ont tout l'air de sacrifier plutôt à quelques penchants ethniques. Difficile d'expliquer autrement, en tout cas, la fixation pour le moins intrigante sur la communauté arabe des " Lamhar " – une vieille rengaine qui reflue après moult tentatives et manœuvres infructueuses, depuis Serval jusqu'à Barkhane, pour inverser le rapport des forces au profit des groupes séparatistes de leur préférence. L'artifice, on se rappelle, s'est jadis cristallisé dans les persécutions infligées à un certain Yoro Ould Daha, qui allait payer un lourd tribut à ses prouesses guerrières aux dépens de mouvements armés rivaux. Freiné et désarmé dans sa progression vers Kidal en son temps, l'intéressé, devenu par la suite Commandant du MOC de Gao, n'avait pour seul tort, selon toute évidence, que d'avoir ramé à contre-courant de la vague sécessionniste soutenue par ses bourreaux étrangers. L'intrépide combattant MAA d'obédience loyaliste sortira finalement entre leurs mailles, mais la terreur a pris une autre dimension et se répand depuis quelques temps sur toute sa communauté. D'abord à travers les séquestrations d'au moins quatre centaines d'autres frères d'arme tous originaires du Tilemsi, ensuite sous la forme d'allégations de trafics illicites sur fond d'arguments spécieux contre les commerçants du même terroir. La saisie à Niamey de 10 tonnes de stupéfiants a ainsi donné lieu à l'incarcération de quatre d'entre eux, lesquels comptent parmi les plus déterminés d'une fraction arabe ayant servi de rempart infranchissable face à la progression de l'irrédentiste dans la région de Gao. Y figure, entre autres, un responsable influent de la Compagnie de Transport «Tilemsi», que les autorités nigériennes détiennent depuis plus d'une année, dans des circonstances qu'on est tenté d'élucider au-delà des seules conclusions d'experts de l'ONU, et pour cause. Présentés dans un rapport du Conseil de sécurité comme de vulgaires criminels pris la main dans le sac, Sid'Ahmed Ben Kazou Moulati et compagnons n'ont vraisemblablement aucun lien évident avec la cargaison de cannabis saisie par la police de ce pays voisin. De sources concordantes, en effet, les quatre Maliens incarcérés étaient tous en transit par le Niger à destination de Gao où ils devaient se rendre pour des retrouvailles familiales. En provenance de l'Algérie par la Royal Air Maroc, ils sont ainsi interceptés à l'Aéroport de Niamey et mis aux arrêts sans autre forme de procès. Et depuis, ils attendent instamment que l'écheveau se dénoue par un éventuel procès qui les fixerait sur leurs sorts, après qu'une bonne demi-dizaine d'enquêtes n'ait jamais pu prouver leur implication dans la rocambolesque Affaire. Au lieu de quoi, leur détention se prolonge arbitrairement et les supputations autour du dossier s'amplifient en stigmatisant toute une communauté à travers quelques-uns de ses composantes, en même temps que leur label commercial est injustement associé à la contrebande et au trafic illicite dans les différentes enquêtes de l'ONU sur le Mali. Il s'agit notamment des compagnies de Transport «Nour» et «Tilemsi». Or, vérification faite, il se trouve que ces deux entreprises pouvaient difficilement rouler sur la fortune de la drogue en étant cruellement insolvable auprès des banques. Car ni l'une ni l'autre ne sont en effet à jour des échéances de remboursement de la dette contractée auprès des banques lors de leur création. On parle d'une bagatelle de 1,3 milliards remboursables sur deux ans,

échéance que le créancier, Orabank en l'occurrence, a dû prolonger de deux années supplémentaires pour soulager ses débiteurs en difficulté. Une telle disette financière contraste pour le moins avec la caricature faite de leurs activités commerciales par les limiers onusiens. De même que les accusations de trafic d'armes retenues à l'encontre d'autres figures emblématiques des Lamhar, aux yeux de nombreux observateurs, visent également un seul et même dessein : asphyxier une gênante communauté arabe loyaliste et ne lui laisser aucune alternative que se jeter dans les bras des tendances opposées. C'est la même visée que sous-tendent, selon eux, les sanctions infligées par le Conseil de Sécurité de l'ONU à la principale référence politique de cette tribu, en l'occurrence Mohamed Ould Mattali. Décrit dans les documents onusiens comme la caution et le garant politique des opérations illicites, ce député élu à Bourem s'était pourtant singularisé par des faits patriotiques plus glorieux par le passé, pour s'être farouchement opposé à la proclamation de la République de l'Azawad à Gao et contribué à mettre hors de portée des archives très stratégiques de l'administration régionale lors de l'occupation. Mais, comme tant d'autres éléments de la Plateforme sous le coup de sanctions similaires, le député Ould Mattali ne paye pas seulement pour avoir préféré le Mujao aux velléités sécessionnistes du Mnla. Ses ennuis ont sans doute aussi un rapport avec les clivages au sein des mouvements loyalistes (Plateforme et GATIA) où les délations calomnieuses sur fond de rivalités internes ne crépitent guère moins que les armes traditionnelles. Il en résulte, quoi qu'il en soit, une marge de manœuvres assez réduites par les mesures restrictives afférentes à son encontre que son influence ne permet plus de retenir les siens dans une chimérique loyauté à Bamako où les autorités sont insensibles au démantèlement des soutiens inconditionnels de la République.

Ainsi affaiblis par les pressions onusiennes et abandonnés par le pouvoir central, les Lamhar du Tilemsi ne sont pas si loin d'être phagocytés par la vague autonomiste dominante dans la région de Kidal. À bout de souffle, les récents appels du pied que multiplie la CMA en leur direction auront eu raison de leur longue et farouche résistance à la tentation et aux incitations, alors qu'ils constituaient jusque-là d'uniques paravents militairement fiables contre la percée irrédentiste. Doit-on en définitive assimiler leur lâchage par le pouvoir central à une capitulation devant les menaces qui pèsent sur l'Etat unitaire ?

A KEÏTA

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE
CANAM
REPUBLIQUE DU MALI

La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Escroquerie en mariage à Kati-Malibougou 2 : Les raisons du refus de Oumou

Le dimanche dernier, le Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Kati a été saisi par rapport à une affaire d'escroquerie en mariage opposant M. Ibrahima Diarra à Mlle Oumou Diarra.

Selon le célèbre écrivain russe Léon Tolstoï : « Le mariage, tel qu'il existe aujourd'hui, est le plus odieux de tous les mensonges, la forme suprême de l'égoïsme ». L'histoire qu'on est bien curieux d'entendre, c'est celle qui n'arrive pas tous les jours. Celle qu'on ne voit que dans les films: Un mariage annulé devant le Maire.

Le dimanche 10 novembre restera gravé à jamais dans la mémoire de Ibrahima Diarra un jeune résidant à Kati-Malibougou 2, car victime de sa confiance, de sa patience et de son espoir, vient d'être lâché à la dernière minute par sa fiancée OD à la Mairie Secondaire de Kati-Malibougou devant le Maire, les parents, les amis et les collaborateurs.

Après son refus de se marier à M. Diarra, Mlle Diarra a été conduite au Commissariat de Police du 2ème Arrondissement de Kati pour audition. Selon elle tout roulait normalement depuis les fiançailles si bien que M. Diarra était prêt à financer toute sorte de dépenses pour elle: "Il a acheté des téléphones pour moi dont un valait plus de 150.000 FCFA, une moto, des habits, il assurait aussi mes frais de scolarité dans une école privée du quartier." dixit OD

Toujours selon elle, une fois je lui ai même fait croire que mon téléphone était abîmé pour qu'il puisse m'acheter un nouveau et ainsi j'ai pu remettre l'ancien téléphone à mon amant.

C'est ainsi que le jeune Diarra se lança dans le mariage croyant que sa gentillesse envers la fille pouvait changer la donne si bien qu'elle commençait à dire à ses amies qu'elle ne va jamais se marier avec ID. Petit à petit le projet d'un mariage entre les deux fiancés se dessine jusqu'à ce que fut proclamé la date tant attendue. Alors commença les grimaces et les mises en garde de la jeune Oumou, la semaine qui a précédé celle du mariage, elle est allée jusqu'à mettre sur son statut WhatsApp que: «Le dimanche prochain ce que je ferai sera gravé et raconté partout par les uns et les autres», fin de citation.

Le samedi soir, la tension était à son comble puisqu'elle a clairement affiché sa volonté de dire Non à M. Diarra devant le Maire. Chose étonnante encore elle avait tous les traits d'une jeune fiancée pressée de se marier le lendemain jusqu'à mettre Monsieur Diarra sur sa main en guise de témoignage de son amour à ce dernier.

C'est ainsi qu'à l'instant tant attendu par les uns et les autres que OD exécuta ce qu'elle avait dit la veille, un silence de mort régnait dans la salle après son refus. Instantanément elle a reçu les premières agressions physiques par ses proches notamment sur sa tête ou elle a été tirée par les cheveux. Au même moment le Maire n'a eu d'autre choix que de l'amener dans son bureau pour ne pas qu'elle reçoive d'autres coups et a aussitôt appelé les éléments du 2ème Arrondissement pour pouvoir l'extraire de la Mairie en toute sécurité.

Dans la foulée, puisqu'il est question de mariage, une jeune fille du nom de Safiatou était parmi celles qui ont effectué le déplacement a été proposée et acceptée automatiquement comme future mariée de M. Diarra. La satisfaction était à la hauteur de l'entendement et tous ont réaffirmé leur joie et leur bénédiction face à un tel événement.

Plus de peur que de mal, le jeune Diarra s'est plaint au Commissariat et ne veut plus rien de OD si ce n'est l'argent qu'il a dépensé pour le mariage qui tend selon lui à plus de 800.000 FCFA.

Pour l'heure, le Compol Santigui du 2ème Arrondissement de Kati suit la procédure habituelle et la jeune ex-fiancée de M. Diarra est attendue demain au Tribunal de Grande Instance de Kati pour escroquerie en mariage.

Affaire à suivre...

2ème Arrondissement Kati

Sénégal : Hissène Habré poursuit en diffamation l'auteur d'un livre à son sujet

Au Sénégal, le procès Hissène Habré contre Marcel Mendy a repris ce mardi 12 novembre. L'ancien président tchadien a été condamné à Dakar en 2016 à la prison à vie pour les crimes commis sous son régime, entre 1982 et 1990. Il accuse aujourd'hui l'ancien coordonnateur de la cellule communication des Chambres africaines extraordinaires - l'instance qui a jugé Hissène Habré dans son pays d'exil - de « diffamation » et « injures publiques ». En cause : un livre de Marcel Mendy intitulé Affaire Habré : Entre ombres, silences et non-dits.

Hissène Habré avait déjà tenté de faire interdire la publication du livre Affaire Habré : Entre ombres, silences et non-dits, en novembre dernier, à cause de la photo de couverture utilisée « sans autorisation » selon lui, mais sans succès.
Depuis, sa défense poursuit l'auteur sur le contenu de l'ouvrage, qui retrace le parcours de l'ancien président tchadien, depuis son arrivée au Sénégal en 1990 jusqu'à son procès. « Il a pointé certains passages du livre, par exemple l'histoire de l'enfant naturel qu'il a eu à Dakar, le financement du parti au pouvoir à l'époque, le parti d'Abdou Diouf, énumère Marcel Mendy. Mais nous avons toutes les preuves, nous n'avons rien inventé et le juge va décider. Moi j'ai la conscience tranquille, j'ai fait un travail sur la base de mon expérience empirique. J'ai eu la chance d'assister à tout le processus, maintenant, Habré je peux comprendre sa logique. Il était contre les Chambres africaines qu'il a traitées de tous les noms d'oiseaux et de reptiles... »
De leur côté les soutiens d'Hissène Habré détenu à la prison du Cap Manuel dénoncent un « acharnement ». Ses avocats réclament 200 000 millions de FCFA à Marcel Mendy, un peu plus de 300 000 euros de réparations.

Bolivie : Un coup d'état bien juteux ?

La Bolivie détient la principale réserve mondiale de lithium, (un métal nécessaire à la production des batteries de voitures électriques). Elle est le 4ème plus grand producteur de gaz naturel d'Amérique Latine et possède la seconde plus grande réserve de gaz naturel d'Amérique du Sud.
Elle est le 4ème producteur mondial d'étain, le 3ème producteur mondial d'antimoine, le 8ème producteur mondial de plomb, le 9ème producteur mondial d'argent et le 10ème producteur mondial de zinc.
Ces ressources étaient aux mains d'entreprises privées étrangères.
En 2006, le gouvernement d'Evo Morales a émis un décret déclarant la fin du pillage des ressources naturelles et a débuté un processus de nationalisation en commençant par les hydrocarbures, les mines, les services de l'eau, du téléphone, de l'électricité ainsi que d'autres secteurs comme le ciment.
Cette politique a dégagé des ressources importantes pour le pays. Le PIB a été multiplié par 4 entre 2006 et 2019 passant de 11 milliards à 43 milliards de dollars. Compte tenu de l'augmentation de la population, cet indicateur a été multiplié par 3 si on compte le PIB par habitant.
Ces ressources ont permis d'améliorer le niveau de vie des Boliviens.
Une campagne d'alphabétisation, initiée en 2006, avec l'aide des gouvernements cubain et vénézuélien, a permis à 1,2 millions de Boliviens d'apprendre à lire et à écrire. L'analphabétisme a pu être éradiqué en 2008.
L'indicateur de pauvreté en Bolivie est passé de 60 % en 2006 à 38 % en 2015. Il est passé de 80 % en 2006 à 55 % en 2015 pour les régions rurales.
Le pourcentage de personnes en insécurité alimentaire est passé de 38 % en 1990 à 19 % en 2015. La fin de ce fléau était prévue pour 2025.
L'oligarchie locale a décidé d'en finir avec ces progrès qui ne lui rapportent rien.
C'est ainsi qu'une minorité représentée par la droite, a mis en mouvement des groupes fascistes pour renverser le gouvernement récemment élu, comme elle l'avait annoncé avant les élections.
La passivité, puis les mutineries, bien organisées, des forces de police et enfin l'ordre donné par les militaires à Evo Morales de quitter le gouvernement ont fait le reste.
Maintenant commence le temps de la revanche des possédants, la chasse aux paysans, aux syndicalistes et aux élus de gauche.
Ensuite viendra la mise en place d'un gouvernement aux ordres des USA et la remise des richesses nationales aux grands trusts internationaux.
Le pillage des ressources du pays s'accompagnera d'une exploitation forcenée des plus pauvres de façon à rattraper le manque à gagner pour les capitalistes.
Ce qu'on nous présente comme « une victoire de la rue » n'est que la reprise en main d'une minorité.

Jean Luc Mélenchon

Basket féminin : La nouvelle génération de Maliennes veut imiter ses aînées

Entre l'amour et le respect que deux sœurs peuvent partager, il n'en reste pas moins que dans certaines familles, un brin de compétitivité puisse s'installer, surtout si les deux sont des basketteuses. Cela vient sûrement de la nature du sport.

Chez les Gandega, c'est le cas. Certes, Touty a grandi en admirant sa sœur aînée Diana Leo [Gandega], qui a représenté le Mali aux JO de Pékin 2008, rêvant d'emprunter le même chemin qu'elle.

Même si elle a porté le maillot de la France au niveau jeunesse, Touty a ensuite choisi de suivre les traces de sa sœur et de défendre l'honneur du Mali - le pays d'origine de sa maman, qui a toutefois mis au monde ses deux filles à Paris (France).

"Elle m'aide tout le temps. C'est grâce à elle que je suis devenue joueuse professionnelle. Je lui suis reconnaissante. Son jeu m'a beaucoup inspirée. J'inscris tous les jours ses initiales DG sur mes chaussures en vue de ce tournoi," dit avec émotion Touty, qui tient à rendre hommage à sa sœur.

Les expérimentées Meiya Tirera et Nagnouma Coulibaly sont les deux seules rescapées de cette aventure chinoise. À noter que la première citée avait déclaré à l'issue du récent FIBA Women's Afrobasket que celui-ci était son dernier.

Au moment d'aborder le Tournoi de pré-Qualification Olympique Féminin FIBA Zone Afrique qui se déroulera du 14 au 17 novembre à Maputo, capitale du Mozambique, Touty et ses coéquipières n'ont qu'une idée en tête : offrir au Mali une nouvelle participation aux prestigieux JO.

"NOTRE OBJECTIF EST DE GAGNER LES DEUX MATCHS CONTRE LE SÉNÉGAL ET L'ANGOLA. CE SERA DUR, MAIS NOUS SAVONS QUE NOUS VOULONS PRENDRE PART AUX JO, COMME NOS AÎNÉES EN 2008."- Touty

Le Mali sort d'une 3e place - pour la seconde fois consécutive - au FIBA Women's Afrobasket en août dernier, des résultats qui confirment sa régularité et son potentiel pour devenir le meilleur du continent.

Dans un entretien exclusif accordé à FIBA Basketball, la star du Mali s'exprime ainsi : "Nous avons fait de l'excellent travail au FIBA Women's Afrobasket au Sénégal, mais nous en voulons davantage. Nous avons une équipe jeune et nous voulons démontrer à tout le monde que nous savons nous battre."

"C'est important pour notre confiance. Nous avons pris le 3e rang et c'est un bon résultat. Nous devons travailler plus. Comme nous avons un coach de qualité, nous allons bien l'écouter et appliquer toutes ensemble ses instructions, afin de réussir un bon tournoi."

Le Mali se trouve dans le 'groupe de la mort' aux côtés des éternelles rivales du Sénégal et de l'Angola. Il ne fait aucun doute que ce Groupe B forcera ces trois nations à produire leur meilleur basket.

"Ce sont deux bonnes équipes. Elles jouent très bien. Dans ce groupe, tout le monde peut battre tout le monde, il faudra donc être très concentrées," souligne-t-elle.

"Nous sommes contentes d'affronter le Sénégal et l'Angola au Mozambique, car nous serons ainsi toutes les trois sur un pied d'égalité, puisque loin de chez nous. Je pense que l'équipe qui remportera le groupe sera celle qui sera la plus combative."

Touty, dont le père est Sénégalais, vit pour des moments pareils. Elle sait élever le niveau de son jeu quand son équipe a besoin d'elle, comme peut en témoigner le coach Sylvain Lautié.

Son leadership peut clairement s'exprimer dans son rôle de distributrice et elle est le relais parfait entre les plus âgées comme Meiya Tirera (33 ans) et les plus jeunes comme Rokia Doumbia (19 ans).

"Nous aimerions amener le Mali aux JO de Tokyo 2020. Nos aînées ont obtenu la qualification en 2008, notre génération souhaite donc en faire de même. C'est le rêve de tout athlète de participer aux JO et nous serions si heureuses et fières de le réaliser."

"Notre objectif est de gagner les deux matchs contre le Sénégal et l'Angola. Ce sera dur, mais nous savons que nous voulons prendre part aux JO, comme nos aînées en 2008."

Les deux meilleures équipes de chacun des deux groupes se qualifieront pour les demi-finales, la gagnante du Groupe A affrontant alors la seconde du Groupe B, et la gagnante du Groupe B la seconde du Groupe A.

Les deux pays vainqueurs de ces demi-finales se qualifieront automatiquement pour les TQOF à 16 nations, aux côtés des trois meilleures équipes de chacun des deux autres Tournois de pré-Qualification Olympique Féminin FIBA (Asie et Amériques), ainsi que des six équipes européennes déjà qualifiées, des USA et du Japon.

Ces 16 équipes seront alors réparties en quatre tournois (groupes) qui auront lieu en février 2020.

Les trois meilleures de chacun de ces quatre TQOF se qualifieront pour les JO de Tokyo 2020.

CAN U23 : Le Mali tombe face au Cameroun pour sa deuxième sortie !

Ce lundi 11 novembre les Aigles espoirs du Mali ont fait leur deuxième sortie en Coupe d'Afrique des nations U23 face aux Lions indomptables espoirs du Cameroun. Après le revers au match d'ouverture face au pays organisateur l'Égypte (1-0), les hommes de Fagnéri Diarra avaient la lourde tâche de s'imposer pour espérer une qualification pour le dernier carré de cette CAN U23.

En première période, les Aigles espoirs ont pris le match en main en multipliant coup sur coup des occasions. Une domination qui avait fini par payer grâce à un but d'Ibrahima Koné, marqué dans les 10 premières minutes. Un but qui fut malheureusement et injustement refusé pour position de hors-jeu inexistant. Une première mi-temps sous contrôle des hommes de Fagnéri Diarra qui se solde par le score de (0-0) suite au manque de réalisme des nôtres. Au retour des vestiaires, Aliou Dieng et ses co-équipiers ont commencé comme ils avaient terminé la première période avec une domination de l'entame de la seconde période. A la 60', le manque de réalisme des Maliens fut puni. Le Cameroun ouvre le score à la 76' de jeu et porte ainsi le score à (1-0). C'est sur ce score que le match se solde.

Avec cette seconde défaite, les Aigles espoirs ont vu leur chane de qualification s'envoler pour le dernier carré de cette CAN.

Moussa Sow stagiaire

« HOROSCOPE »

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous agissez avec instinct, énergie ou agressivité dans vos actes professionnels et cela vous réussit. Vous réformez en profondeur les domaines qui en ont besoin et vous pouvez ainsi accéder à un niveau supérieur. On reconnaît votre mérite et on vous félicite.

Votre besoin de sécurité matérielle est quelque peu malmené actuellement. Des bouleversements se profilent alors que vous n'aviez rien vu venir. Ceci vous inquiète un peu, mais vous n'y pouvez rien. Attendez de voir où ça vous mène.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vos compétences et vos qualités sont mises à profit, le domaine professionnel est bien représenté, puisque aujourd'hui vous gagnez à être connu. Même s'il faut encore attendre pour profiter d'un peu de répit, des opportunités sont présentes.

On peut dire que pour faire grossir vos revenus, vous vous démenez. De cette façon vous pouvez aisément vous projeter dans l'avenir et assurer le futur de vos proches l'esprit serein. Aujourd'hui, vous n'avez pas de stress côté finances.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Votre travail sera entaché par votre mauvaise humeur du jour ! Vous avez tendance à vous froisser pour un rien avec vos collègues, spécialement les femmes. Vous seriez même enclin à compliquer les choses par pur plaisir ! Respirez profondément et détendez-vous !

Vous avez envie de vous faire plaisir aujourd'hui ! Et si vous vous accordiez une journée shopping par exemple, ça pourrait vous détendre ? Vous avez envie de faire des folies ! Mais attention à votre budget. Restez raisonnable !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Une déception arrive dans votre parcours. Le travail apporte peu de satisfaction à part vous rassurer. Vous gardez le poste parce qu'il amène une régularité de salaire. La prudence est conseillée. Avec Saturne en Capricorne, des concessions continuent.

Gardez du budget. Le salaire est suffisant, mais vous craignez de perdre votre place. Cette peur finit par vous forcer à réaliser des économies. La journée est idéale pour fantasmer sur des accessoires. Un peu de patience pour retrouver l'équilibre.

Lion (22 juillet - 23 août)

Avec Uranus en opposition à Mars, vous pourriez avoir un sentiment de révolte. Sûrement que vous aurez du mal à refréner vos émotions et vos sautes d'humeur. Il faudra bien pourtant préserver ce qui peut encore l'être.

Avec la Lune noire en transit dans votre maison financière, tout est possible, des retournements de situation, des bonnes et des mauvaises nouvelles. Tout change et il faut s'adapter du mieux que vous pouvez.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Grâce aux astres, les projets professionnels bénéficient d'une belle progression, vous n'en attendiez pas tant, vos efforts sont récompensés. Vous trouvez des appuis utiles, si vous dirigez vos propres affaires, une évolution inattendue se présente.

La chance se manifeste dans vos finances, ne passez pas à côté, car ce n'est pas sûr qu'elle se représente de sitôt. Commencez donc à réfléchir à un placement ou un investissement pour le futur, vous n'avez pas de temps à perdre. Il faut agir.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous pourriez avoir quelques discussions désagréables avec vos collègues au travail. Passez à autre chose, n'arguez pas, ce n'est pas votre jour ! Vous avez un peu tendance à bâtir des châteaux en Espagne en ce moment et on vous le fait savoir.

Vous êtes un champion pour les négociations financières ! Vous arrivez facilement à convaincre vos partenaires et réussissez à charmer vos adversaires ! Vos stratégies s'avèrent payantes, vous êtes très fort ! Votre entourage vous admire.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les activités actuelles fatiguent. Votre décision de prendre un nouveau poste est définitive. Mais vous avez besoin d'être rassuré sur cette future place. Écoutez les avis de collègues chevronnés. Ils vous aiguillent. Ayez confiance aussi en vos compétences.

Pensez à ne pas craquer si vous faites du shopping. Vous cédez devant les articles de mode. Le désir de plaire entraine des dépenses. Pensez à payer en plusieurs fois. Des produits peu dans vos cordes vous tentent. Vous avez en effet des goûts de luxe !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous allez sûrement laisser couler au bureau et essayer de passer le temps autrement qu'en travaillant. Vous allez peut-être revendiquer certains avantages que vous estimez nécessaires aux salariés. Vous avez une âme de syndicaliste par moments.

Avec Saturne carré à Mars, vos finances n'iront sûrement pas dans le sens que vous aviez projeté. Mars empêche et Saturne frustre. C'est vous dire qu'il faut vous armer d'un peu de patience avant de toucher la récolte de votre travail.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Un petit nuage pourrait venir assombrir votre ciel professionnel. En effet, les choses ne vont pas aussi bien que vous l'espériez. Une signature de contrat qui tarde à tomber, une proposition d'embauche qui prend du retard, vous êtes très impatient.

Restez zen si une somme d'argent que vous attendez depuis de nombreuses semaines tarde à venir. Ce serait vous fatiguer que de courir sans cesse après. Certes, vous aimeriez que cette histoire soit close, mais vous êtes fixé dessus en permanence.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Dans votre travail, Mars en milieu du ciel vous apporte une grande énergie. Vous vous sentez combatif et plein d'entrain. Des sautes d'humeur pourraient survenir au bureau, isolez-vous un peu et reprenez-vous. Vous êtes un peu capricieux aujourd'hui.

Des transformations dans le domaine de vos finances apparaissent. Vos bonnes intuitions vous sont favorables et votre niveau de vie pourrait s'en ressentir. Vous avez fait des choix judicieux qui portent leurs fruits à présent. Vous faites des envieux !

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous risquez de vous heurter à une illusion importante. Le poste que vous envisagez peut vous passer sous le nez. La chance semble tourner. Vous voilà de nouveau dans le flou. Des déceptions sont à venir. Elles s'adressent au secteur professionnel.

Les dépenses sont importantes. Elles concernent différentes petites choses. Des factures peu élevées avec des gadgets se cumulent. Au final, la note est assez salée. Vous devez passer en priorité, les achats indispensables. La raison doit reprendre le dessus.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales

BDU - BF
BURKINA FASO

BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE

BDM FRANCE
FRANCE

BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéïta / BP 94 Bamako Mali
Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50
www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE

BDM SA